

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 8

24 février 1977

SOMMAIRE

Règlement ministériel du 1 ^{er} février 1977 fixant, pour l'année 1977, le salaire annuel de l'ouvrier et de l'ouvrière agricole ou viticole logé et nourri	258
Règlement ministériel du 11 février 1977 fixant les modalités de remboursement des frais de personnel et de fonctionnement du Commissariat au contrôle des banques au titre de l'exercice 1977	258
Règlement grand-ducal du 14 février 1977 modifiant temporairement le nombre des emplois des fonctions de commis technique principal et de commis technique de l'administration des postes et télécommunications	259
Règlement grand-ducal du 14 février 1977 autorisant temporairement la commercialisation de certaines semences soumises à des exigences réduites	259
Institut Belgo-Luxembourgeois du Change — Modification à la liste des banques agréées	260
Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé à Londres, Moscou et Washington, le 1 ^{er} juillet 1968 — Etat des ratifications	260

Règlement ministériel du 1^{er} février 1977 fixant, pour l'année 1977, le salaire annuel de l'ouvrier et de l'ouvrière agricole ou viticole logé et nourri.

Le Ministre de l'agriculture et de la viticulture,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé;
Après consultation de l'organisme faisant fonction de chambre d'agriculture;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le salaire annuel pour 1977 de l'ouvrier et de l'ouvrière agricole ou viticole logé et nourri est fixé à quatre-vingt-seize mille (96.000) francs.

Art. 2. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 1^{er} février 1977

Le Ministre de l'agriculture et de la viticulture,
Jean Hamilius

Règlement ministériel du 11 février 1977 fixant les modalités de remboursement des frais de personnel et de fonctionnement du Commissariat au contrôle des banques au titre de l'exercice 1977.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 20 de la loi du 17 décembre 1976 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1977;

Arrête:

Art. 1^{er}. (1) Les taxes sur les opérations dont le Commissaire au contrôle des banques est avisé dans le cadre de l'article 14 de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 concernant les opérations de banque et de crédit ainsi que les émissions de valeurs mobilières sont versées au moment où l'avis est donné.

(2) La taxe imposée aux personnes ayant négligé de satisfaire aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 sus-dit, est payable dans les huit jours de la signification par lettre recommandée émanant du Commissaire au contrôle des banques.

Art. 2. En exécution de l'article 20 b et c de la loi du 17 décembre 1976, la contribution forfaitaire est fixée à 100.000 francs pour les établissements bancaires et d'épargne, établissements de crédit et caisses d'épargne d'entreprises et à 60.000 francs pour les fonds d'investissement.

Art. 3. Les contributions forfaitaires visées par l'art. 20 litt b) c) et d) sont payables globalement sur première demande du Commissaire au contrôle des banques.

Les établissements surveillés ont toutefois la possibilité, sur demande motivée, prévoyant les dates de paiement, adressée au Commissaire au contrôle des banques, de s'acquitter de leur contribution en quatre versements égaux au plus; en ce cas, les versements doivent être faits sans invitation préalable du Commissaire au contrôle des banques.

Art. 4. Les contributions forfaitaires visées par l'article 20 litt. d) ne sont dues que pour autant que le mouvement d'affaires réalisé en 1976 de l'établissement concerné dépasse 500.000 francs.

Art. 5. Les versements visés par l'article 20 litt. a) b) c) et d) de la loi du 17 décembre 1976 et par le présent règlement sont à effectuer sur le compte-chèque postal n° 104 du Commissariat au contrôle des banques et seront transférés périodiquement à la Caisse Générale de l'Etat.

Art. 6. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 11 février 1977.

Le Ministre des Finances,
Jacques F. Poos

Règlement grand-ducal du 14 février 1977 modifiant temporairement le nombre des emplois des fonctions de commis technique principal et de commis technique de l'administration des postes et télécommunications.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi modifiée du 26 mai 1966 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions des carrières administrative et technique de l'expéditionnaire et de l'artisan dans les administrations et services de l'Etat;

Considérant qu'à l'administration des postes et télécommunications la promotion de commis technique principal se trouve bloquée par des engagements massifs effectués de 1950 à 1959;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 26 mai 1966 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions des carrières administrative et technique de l'expéditionnaire et de l'artisan dans les administrations et services de l'Etat, et jusqu'à disposition contraire, le nombre des emplois de la fonction de commis technique principal de l'administration des postes et télécommunications est fixé à 25% de l'effectif total de la carrière de l'expéditionnaire technique de cette administration. Le pourcentage de 50% prévu pour la fonction de commis technique est réduit jusqu'à disposition contraire à 40%.

Art. 2. Notre Ministre des Finances et notre Ministre de la Fonction Publique sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 14 février 1977
Jean

Le Ministre des Finances,

Jacques F. Poos

Le Ministre de la Fonction publique,

Emile Krieps

Règlement grand-ducal du 14 février 1977 autorisant temporairement la commercialisation de certaines semences soumises à des exigences réduites.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 novembre 1971 portant réglementation du commerce des semences et plants, notamment son article 10 a);

Vu le règlement grand-ducal du 17 décembre 1971 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes fourragères;

Vu le règlement grand-ducal du 1^{er} août 1972 concernant le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Vu le règlement grand-ducal du 25 février 1976 fixant la liste nationale des variétés des espèces de plantes agricoles;

Vu l'avis de l'organisme ff. de Chambre d'agriculture;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de notre Ministre de l'agriculture et de la viticulture et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 juillet 1977, la commercialisation de semences de trèfle violet (*Trifolium pratense*) de la catégorie « semences certifiées », appartenant à la variété Marino, ne figurant ni à la liste nationale, ni au catalogue commun des variétés des espèces agricoles.

Toutefois la commercialisation des semences précitées ne peut se faire que si l'étiquette officielle porte l'indication: « Destinées exclusivement au Grand-Duché de Luxembourg ».

Art. 2. Notre Ministre de l'agriculture et de la viticulture est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 14 février 1977

Jean

*Le Ministre de l'agriculture
et de la viticulture,
Jean Hamilius*

INSTITUT BELGO-LUXEMBOURGEOIS DU CHANGE

Modification à la liste des banques agréées

(Annexe au règlement « A »)

Dans la liste des banques agréées la mention « Banque Lambert-Luxembourg S.A., Luxembourg » est supprimée.

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé à Londres, Moscou et Washington le 1^{er} juillet 1968. — Etat des ratifications.

(Mémorial 1974, A, p. 2114 et ss.

Mémorial 1977, A, p. 20)

A l'heure actuelle le Traité désigné ci-dessus lie les Etats suivants:

Pays	Date de la signature à			Date de la ratification à		
	Londres	Moscou	Washington	Londres	Moscou	Washington
Etats-Unis	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	5. 3.1970	5. 3.1970
Royaume-Uni	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	27.11.1968	29.11.1968	27.11.1968
URSS	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	5. 3.1970	5. 3.1970
Afghanistan	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	5. 2.1970	4. 2.1970
Allemagne (RDA)	—	1. 7.1968	—	—	31.10.1969	—
Allemagne (RFA)	28.11.1969	28.11.1969	28.11.1969	2. 5.1975	—	2. 5.1975
Australie	27. 2.1970	27. 2.1970	27. 2.1970	23. 1.1973	23. 1.1973	23. 1.1973
Autriche	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	27. 6.1969	27. 6.1969	27. 6.1969
Bahamas	—	—	—	11. 8.1976 (S)	—	13. 8.1976 (S)
Barbados	—	—	1. 7.1968	—	—	—
Belgique	20. 8.1968	20. 8.1968	20. 8.1968	2. 5.1975	4. 5.1975	2. 5.1975
Bénin	—	—	1. 7.1968	—	—	31.10.1972
Bolivie	—	—	1. 7.1968	—	—	26. 5.1970
Botswana	—	—	1. 7.1968	28. 4.1969	—	—
Bulgarie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	3.11.1969	18. 9.1969	5. 9.1969
Burundi	—	—	—	—	19. 3.1971 (A)	—
Cameroun	—	18. 7.1968	17. 7.1968	—	—	18. 1.1969
Canada	23. 7.1968	29. 7.1968	23. 7.1968	8. 1.1969	8. 1.1969	8. 1.1969
Centrafricaine (Rép.)	—	—	—	—	—	25.10.1970 (A)
Chine (Rép.)	—	—	1. 7.1968	—	—	27. 1.1970
Chypre	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	10. 2.1970	16. 2.1970
Colombie	—	—	1. 7.1968	—	—	—
Corée (Sud)	—	—	1. 7.1968	—	—	23. 4.1975
Costa Rica	—	—	1. 7.1968	—	—	3. 3.1970
Côte d'Ivoire	—	—	1. 7.1968	—	—	6. 3.1973
Danemark	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	3. 1.1969	3. 1.1969	3. 1.1969
Dominicaine (Rép.)	—	—	1. 7.1968	—	—	24. 7.1971
Equateur	—	—	9. 7.1968	—	—	7. 3.1969
Ethiopie	5. 9.1968	5. 9.1968	5. 9.1968	5. 3.1970	5. 2.1970	5. 3.1970
Fidji	—	—	—	14. 7.1972 (S)	29. 8.1972 (S)	21. 7.1972 (S)
Finlande	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 2.1969	5. 2.1969	5. 2.1969
Gabon	—	—	—	—	—	19. 2.1974 (A)
Gambie	4. 9.1968	24. 9.1968	20. 9.1968	—	—	12. 5.1975
Ghana	24. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	4. 5.1970	11. 5.1970	5. 5.1970
Grèce	—	1. 7.1968	1. 7.1968	—	—	11. 3.1970

Pays	Date de la signature à			Date de la ratification à		
	Londres	Moscou	Washington	Londres	Moscou	Washington
Grenade	—	—	—	2. 9.1975 (S)	—	3.12.1975 (S)
Guatemala	—	—	26. 7.1968	—	—	22. 9.1970
Guinée-Bissau	—	—	—	—	20. 8.1976 (A)	—
Haïti	—	—	1. 7.1968	—	—	2. 6.1970
Haute-Volta	—	11. 8.1969	25.11.1968	—	—	3. 3.1970
Honduras	—	—	1. 7.1968	—	—	16. 5.1973
Hongrie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	27. 5.1969	27. 5.1969	27. 5.1969
Indonésie	2. 3.1970	2. 3.1970	2. 3.1970	—	—	—
Irak	—	1. 7.1968	—	—	29.10.1969	—
Iran	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	10. 2.1970	2. 2.1970
Irlande	4. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	4. 7.1968	2. 7.1968	1. 7.1968
Islande	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	18. 7.1969	18. 7.1969	18. 7.1969
Italie	28. 1.1969	28. 1.1969	28. 1.1969	2. 5.1975	4. 5.1975	2. 5.1975
Jamaïque	16. 4.1969	14. 4.1969	14. 4.1969	5. 3.1970	5. 3.1970	5. 3.1970
Japon	3. 2.1970	3. 2.1970	3. 2.1970	8. 6.1976	8. 6.1976	8. 6.1976
Jordanie	—	—	10. 7.1968	—	—	11. 2.1970
Kenya	—	—	1. 7.1968	—	11. 6.1970	—
Khmère	—	—	—	—	—	2. 6.1972 (A)
Koweït	22. 8.1968	15. 8.1968	15. 8.1968	—	—	—
Laos	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	20. 2.1970	5. 3.1970
Lésotho	—	—	9. 7.1968	—	—	20. 5.1970
Liban	—	1. 7.1968	1. 7.1968	15. 7.1970	15. 7.1970	20.11.1970
Libéria	—	—	1. 7.1968	—	—	5. 3.1970
Libye	18. 7.1968	23. 7.1968	19. 7.1968	26. 5.1975	26. 5.1975	26. 5.1975
Luxembourg	14. 8.1968	14. 8.1968	14. 8.1968	2. 5.1975	4. 5.1975	2. 5.1975
Madagascar	—	—	22. 8.1968	—	—	8.10.1970
Malaisie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	5. 3.1970	5. 3.1970
Maldives	—	—	11. 9.1968	—	—	7. 4.1970
Mali	—	15. 7.1969	14. 7.1969	—	10. 2.1970	5. 3.1970
Malte	—	—	17. 4.1969	—	—	6. 2.1970
Maroc	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	30.11.1970	27.11.1970	16.12.1970
Maurice (Ile)	—	—	1. 7.1968	14. 4.1969	25. 4.1969	8. 4.1969
Mexique	26. 7.1968	26. 7.1968	26. 7.1968	21. 1.1969	21. 1.1969	21. 1.1969
Mongolie	—	1. 7.1968	—	—	14. 5.1969	—
Népal	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	3. 2.1970	9. 1.1970	5. 1.1970

Pays	Date de la signature à			Date de la ratification à		
	Londres	Moscou	Washington	Londres	Moscou	Washington
Nicaragua	1. 7.1968	—	1. 7.1968	—	—	6. 3.1973
Nigéria	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	27. 9.1968	14.10.1968	7.10.1968
Norvège	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 2.1969	5. 2.1969	5. 2.1969
Nouvelle-Zélande	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	10. 9.1969	10. 9.1969	10. 9.1969
Panama	—	—	1. 7.1968	—	—	—
Paraguay	—	—	1. 7.1968	5. 3.1970	—	4. 2.1970
Pays-Bas	20. 8.1968	20. 8.1968	20. 8.1968	2. 5.1975	2. 5.1975	2. 5.1975
Pérou	—	—	1. 7.1968	—	—	3. 3.1970
Philippines	—	18. 7.1968	1. 7.1968	16.10.1972	20.10.1972	5.10.1972
Pologne	1. 7.1968	—	1. 7.1968	12. 6.1969	12. 6.1969	12. 6.1969
République Arabe Syrienne	—	1. 7.1968	—	—	24. 9.1969	—
République Arabe Unie	1. 7.1968	1. 7.1968	—	—	—	—
Roumanie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	4. 2.1970	4. 2.1970	4. 2.1970
Rwanda	—	—	—	20. 5.1975 (A)	20. 5.1975 (A)	20. 5.1975 (A)
Saint Marin	29. 7.1968	21.11.1968	1. 7.1968	10. 8.1970	20. 8.1970	31. 8.1970
Saint Siège	—	—	—	25. 2.1971 (A)	25. 2.1971 (A)	25. 2.1971 (A)
Salvador	—	—	1. 7.1968	—	—	11. 7.1972
Samoa occidentale	—	—	—	26. 3.1975 (A)	17. 3.1975 (A)	18. 3.1975 (A)
Sénégal	26. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	15. 1.1971	17.12.1970	22.12.1970
Sierra Léone	—	—	—	26. 2.1975 (A)	26. 2.1975 (A)	26. 2.1975 (A)
Singapour	5. 2.1970	5. 2.1970	5. 2.1970	10. 3.1976	10. 3.1976	10. 3.1976
Somalie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	5. 3.1970	—	12.11.1970
Soudan	—	24.12.1968	—	10.12.1973	22.11.1973	31.10.1973
Sri Lanka	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	—	—	—
Suède	19. 8.1968	19. 8.1968	19. 8.1968	9. 1.1970	9. 1.1970	9. 1.1970
Suisse	27.11.1969	27.11.1969	27.11.1969	—	—	—
Surinam	—	—	—	—	—	30. 6.1976 (S)
Swaziland	24. 6.1969	—	—	11.12.1969	12. 1.1970	16.12.1969
Tchad	—	1. 7.1968	—	23. 3.1971	11. 3.1971	10. 3.1971
Tchécoslovaquie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	22. 7.1969	22. 7.1969	22. 7.1969
Thaïlande	—	—	—	7.12.1972 (A)	—	—
Togo	—	—	1. 7.1968	—	—	26. 2.1970
Tonga	—	—	—	7. 7.1971 (S)	24. 8.1971 (S)	15. 7.1971 (S)
Trinité et Tobago	22. 8.1968	—	20. 8.1968	—	—	—
Tunisie	1. 7.1968	1. 7.1968	1. 7.1968	26. 2.1970	26. 2.1970	26. 2.1970

Pays	Date de la signature à			Date de la ratification à		
	Londres	Moscou	Washington	Londres	Moscou	Washington
Turquie	28. 1.1969	28. 1.1969	28. 1.1969	—	—	—
Uruguay	—	—	1. 7.1968	—	—	31. 8.1970
Vénézuela	—	—	1. 7.1968	25. 9.1975	3. 10.1975	26. 9.1975
Viet-Nam (Rép.)	—	—	1. 7.1968	—	—	10. 9.1971
Yémen (R. A.)	—	23. 9.1968	—	—	—	—
Yémen (R. P.)	—	14.11.1968	—	—	—	—
Yougoslavie	10. 7.1968	10. 7.1968	10. 7.1968	5. 3.1970	5. 3.1970	4. 3.1970
Zaïre	17. 9.1968	26. 7.1968	22. 7.1968	—	—	4. 8.1970